

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

---

Municipalité de Saint-Liguori | 63065 |

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), BENOÎT GRIMARD, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Liguori pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature \_\_\_\_\_ Date 13 mai 2024

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Liguori,

### **Opinion avec réserve**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Liguori (ci-après « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion avec réserve**

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022, la Municipalité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la Municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduit à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

### **Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DCA, comptable professionnel agréé, inc.  
Par Simon Bellehumeur, CPA auditeur  
Saint-Paul-deJoliette, le 13 mai 2024

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	2 476 521	2 454 667	2 380 250
Compensations tenant lieu de taxes	2	24 000	29 833	31 089
Quotes-parts	3			
Transferts	4	219 390	671 734	1 876 955
Services rendus	5	104 678	158 901	141 000
Imposition de droits	6	110 960	145 521	142 965
Amendes et pénalités	7	3 000	5 651	10 455
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	27 300	78 873	38 448
Autres revenus	10	35 000	22 953	71 602
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 000 849	3 568 133	4 692 764
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	707 349	796 027	698 708
Sécurité publique	15	412 134	441 259	467 696
Transport	16	532 886	1 110 134	1 075 161
Hygiène du milieu	17	318 829	582 254	558 525
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	102 953	96 630	144 435
Loisirs et culture	20	337 457	375 904	396 434
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	311 131	422 568	298 789
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 722 739	3 824 776	3 639 748
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	278 110	(256 643)	1 053 016
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		20 063 531	19 010 515
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		20 063 531	19 010 515
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		19 806 888	20 063 531

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	694 106	1 278 041
Débiteurs (note 5)	2	8 033 228	8 225 055
Prêts (note 6)	3	62 300	67 864
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	<b>8 789 634</b>	<b>9 570 960</b>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 302 414	1 302 414
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	331 856	446 505
Revenus reportés (note 11)	12	126 416	123 616
Dette à long terme (note 12)	13	12 194 277	12 976 403
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	<b>13 954 963</b>	<b>14 848 938</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	<b>(5 165 329)</b>	<b>(5 277 978)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	24 968 845	25 329 672
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 372	11 837
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	<b>24 972 217</b>	<b>25 341 509</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	<b>19 806 888</b>	<b>20 063 531</b>
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	19 806 888	20 063 531
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	<b>19 806 888</b>	<b>20 063 531</b>
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2023	2023	2022
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	278 110	(256 643)	1 053 016
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	496 247)	3 055 346)
Produit de cession	3		2 457	203 451
Amortissement	4		852 615	764 846
(Gain) perte sur cession	5		2 002	(34 563)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		360 827	(2 121 612)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		8 465	
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13		8 465	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	278 110	112 649	(1 068 596)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(5 277 978)	(4 209 382)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(5 277 978)	(4 209 382)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(5 165 329)	(5 277 978)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(256 643)	1 053 016
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	852 615	764 846
Autres			
▪ Gain/perte sur disposition	3.1	2 002	(34 563)
	4	597 974	1 783 299
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	191 827	(191 649)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(114 649)	(180 676)
Revenus reportés	8	2 800	(340 869)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	8 465	
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12		
	13	686 417	1 070 105
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	( 496 247)(	3 055 346)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	2 457	203 451
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	(            )(	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(493 790)	(2 851 895)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(            )(	)
Remboursement ou cession	20	5 564	5 900
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(            )(	)
Cession	22		
	23	5 564	5 900
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	24	1 771 600	893 000
Remboursement de la dette à long terme	25	( 2 567 909)(	752 200)
Variation nette des emprunts temporaires	26		1 302 414
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	14 183	20 010
Autres			
▪	28.1		
	29	(782 126)	1 463 224
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(583 935)	(312 666)
Solde déjà établi	31	1 278 041	1 590 707
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 278 041	1 590 707
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	694 106	1 278 041

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Municipalité de Saint-Liguori est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

N/A

**a) Périmètre comptable**

N/A

**b) Partenariats**

N/A

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels, des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile des immobilisations.

**C) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires rachetables en tout temps ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**Placements de portefeuille**

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amortie est inclus aux frais reportés liés à la dette long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard des Fonds parcs, terrains de jeux et espaces verts et Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévus par le fonds.

**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**E) Actifs non financiers****Immobilisations**

Les immobilisations, comptabilisés au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures :	15, 20 et 40 ans
Bâtiments :	20 et 40 ans
Véhicules :	5, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement :	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

**Actifs incorporels achetés**

Les actifs incorporels achetés sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire.

**F) Revenus****Revenus de transferts**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

**G) Avantages sociaux futurs****Régime de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

**I) Instruments financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités ainsi que des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

**Prêts**

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

La Municipalité évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

**J) Autres éléments**

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

**Adoption initiale — Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041 et SP 1201)**

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - *Instruments financiers*, SP 3041 - *Placements de portefeuille* et SP 1201 - *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la Municipalité portent principalement sur ses emprunts temporaires, ses prêts et ses dettes à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

L'adoption de cette norme a eu aucune incidence financière sur les états financiers de la Municipalité, mis à part la présentation d'informations supplémentaires dans les notes complémentaires.

**Adoption initiale — Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)**

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 694 106	1 278 041
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 694 106	1 278 041
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6 694 106</b>	<b>1 278 041</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 673 271	452 231
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	168 530	146 660
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 112 067	7 362 031
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	611 636	605 763
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Mutations à recevoir	14.1	26 479	13 305
▪ Autres	14.2	114 516	97 296
	15	8 033 228	8 225 055
<b>Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme</b>			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 364 306	5 922 173
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 364 306	5 922 173
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
<b>Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises</b>			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	257 782	239 455
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 820 600	3 640 494
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	2 960 614	3 374 610
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	73 071	107 472
	27	7 112 067	7 362 031

**Note**

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

2024 : 480 091 \$

2025 : 527 169 \$

2026 : 522 349 \$

2027 : 529 963 \$

2028 : 492 841 \$

2029 et plus : 2 811 893 \$

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme ont des taux d'intérêts variant entre 1,58% à 3,25% et viennent à échéance entre 2028 et 2040.

Les montants présentés aux lignes Gouvernement du Québec et ses entreprises et Gouvernement du Canada et ses entreprises comprennent un montant de 2 081 164 \$ attribuable à des instruments financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Installations septiques	30.1	62 300	67 864
	31	62 300	67 864
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

**Note****8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

**Note****9. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une marge de crédit pour ses besoins de fonctionnement, au taux préférentiel, renouvelable annuellement. Le montant autorisé est de 100 000 \$ et le solde n'est pas utilisé au 31 décembre 2023.

De plus, la Municipalité dispose d'une marge de crédit au taux de 7,20%, pour financer ses travaux d'investissement dans l'attente du financement permanent. Au 31 décembre 2023, le solde est de 1 302 414 \$.

**10. Crédoeurs et charges à payer**

		2023	2022
Fournisseurs	41	177 701	43 776
Salaires et avantages sociaux	42	63 649	54 790
Dépôts et retenues de garantie	43	11 234	271 264
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts à payer	45.1	79 272	76 675
	46	331 856	446 505

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**Note**

Le montant présenté à la ligne Salaires et avantages sociaux comprend un montant de 60 885 \$ attribuable à des instruments financiers.

**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	11 642	10 364
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	45 456	30 790
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	69 318	82 462
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	126 416	123 616

**Note****12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,26	5,45	2024	2046	62	12 210 314	13 006 623
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	12 210 314	13 006 623
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 16 037)	( 30 220)
					72	12 194 277	12 976 403

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	784 100			784 100
2025	74	808 000			808 000
2026	75	816 900			816 900
2027	76	842 300			842 300
2028	77	839 600			839 600
2029 et plus	78	8 119 414			8 119 414
	79	12 210 314			12 210 314
Intérêts et frais accessoires	80	( )	( )	( )	
	81	12 210 314			12 210 314

**Note**

Les remboursements de capital sont composés des remboursements annuels sans considération des refinancements de dette à long terme.

**13. Avantages sociaux futurs**

	2023	2022
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	33 825
Régimes de retraite des élus municipaux	89	9 161
	90	42 986
		33 077
		8 570
		41 647

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**14. Autres passifs**

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	( )	( )
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	102	2 474 001	16 253		2 490 254
Eaux usées	103	5 915 659	77 354		5 993 013
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	17 737 905	34 711		17 772 616
Autres					
▪ Autres	105.1	1 891 573			1 891 573
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	1 533 673	133 658	283 869	1 383 462
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	281 475	37 533	89 152	229 856
Ameublement et équipement de bureau	110	317 985		50 981	267 004
Machinerie, outillage et équipement divers	111	589 036	133 725	11 827	710 934
Terrains	112	406 787			406 787
Autres	113				
	114	31 148 094	433 234	435 829	31 145 499
Immobilisations en cours	115	474 845	63 013		537 858
	116	31 622 939	496 247	435 829	31 683 357
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	117	864 673	53 275		917 948
Eaux usées	118	405 972	149 047		555 019
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	2 756 331	488 937		3 245 268
Autres					
▪ Autres	120.1	1 017 080	60 536		1 077 616
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	458 375	50 015	283 869	224 521
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	187 490	11 411	86 602	112 299
Ameublement et équipement de bureau	125	291 975	5 279	50 980	246 274
Machinerie, outillage et équipement divers	126	311 371	34 115	9 919	335 567
Autres	127				
	128	6 293 267	852 615	431 370	6 714 512
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	129	25 329 672			24 968 845
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	132				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	3 372	11 837
	136	3 372	11 837
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	3 372	11 837

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>				
▪	139.1			
	140			
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>				
▪	141.1			
	142			
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	143			

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪		144.1	
Autres			
▪		145.1	
		146	

**Note****19. Obligations contractuelles**

Les obligations contractuelles de la Municipalité concernent principalement des contrats d'entretien d'infrastructures . Pour 2024, les obligations contractuelles totalisent une somme de 149 789 \$.

De plus, au 31 décembre 2023, les engagements de la Municipalité à l'égard des activités d'investissement se chiffrent à 123 654 \$.

**20. Droits contractuels****Programmes de subvention**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 377 537 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 502 750 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2024. À la date des états financiers, un montant cumulé de 1 237 085 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 140 452 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

**21. Passifs éventuels**

N/A

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	147.1		
	148		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪	149.1		
	150		
	151		

N/A

**B) Auto-assurance**

N/A

**C) Poursuites**

N/A

**D) Autres**

N/A

**22. Actifs éventuels**

N/A

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

N/A

**24. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**25. Instruments financiers****Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Risque de crédit**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme), aux prêts et aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2023.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

*Débiteurs*

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs et aucune provision pour créances douteuses au 31 décembre 2023.

*Prêts*

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Municipalité estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées à ses prêts pour la mise aux normes des installations septiques.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

**Risque de liquidité**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Au 31 décembre, trois fournisseurs représentent 33% de l'ensemble des créiteurs et charges à payer.

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier et ceux en lien avec les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 5 du rapport financier.

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

**Risque de taux d'intérêt**

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts temporaires et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

Au cours de l'exercice, la Municipalité a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt suite au renouvellement de dettes à taux fixe.

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

Les taux d'intérêt sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont fixes et présentés à la note 5 du rapport financier.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Revenus</b>					
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes					
1	2 476 521	2 454 667		2 454 667	2 380 250
2	24 000	29 833		29 833	31 089
Compensations tenant lieu de taxes					
3					
Quotes-parts					
4	219 390	308 755		308 755	319 332
Services rendus	104 678	158 901		158 901	141 000
5					
Imposition de droits	110 960	145 521		145 521	142 965
6					
Amendes et pénalités	3 000	5 651		5 651	10 455
7					
Revenus de placements de portefeuille					
8					
Autres revenus d'intérêts	27 300	78 873		78 873	38 448
9					
Autres revenus	3 500	9 809		9 809	54 365
10					
Effet net des opérations de restructuration					
11					
12	2 969 349	3 192 010		3 192 010	3 117 904
<b>Investissement</b>					
Taxes					
13					
Quotes-parts					
14					
Transferts		362 979		362 979	1 557 623
15					
Imposition de droits					
16					
Autres revenus					
Contributions des promoteurs					
17					
Autres		13 144		13 144	17 237
18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
19					
Effet net des opérations de restructuration					
20					
21		376 123		376 123	1 574 860
22	2 969 349	3 568 133		3 568 133	4 692 764
<b>Charges</b>					
Administration générale	707 349	741 882	54 145	796 027	698 708
23					
Sécurité publique	412 134	439 193	2 066	441 259	467 696
24					
Transport	532 886	559 748	550 386	1 110 134	1 075 161
25					
Hygiène du milieu	318 829	379 931	202 323	582 254	558 525
26					
Santé et bien-être					
27					
Aménagement, urbanisme et développement	102 953	96 630		96 630	144 435
28					
Loisirs et culture	337 457	332 209	43 695	375 904	396 434
29					
Réseau d'électricité					
30					
Frais de financement	311 131	422 568		422 568	298 789
31					
Effet net des opérations de restructuration					
32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés		852 615 (	852 615 (		
33					
34	2 722 739	3 824 776		3 824 776	3 639 748
35	246 610	(256 643)		(256 643)	1 053 016
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>					

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	246 610	(256 643)	1 053 016
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	376 123)(	1 574 860)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	246 610	(632 766)	(521 844)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4		852 615	764 846
Produit de cession	5		2 457	203 451
(Gain) perte sur cession	6		2 002	(34 563)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		857 074	933 734
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9		8 465	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		8 465	
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12		5 564	5 900
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		5 564	5 900
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	309 800)(	292 236)(	278 186)
	18	(309 800)	(292 236)	(278 186)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	24 560)(	102 671)(	46 634)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		32 820	163 400
Excédent de fonctionnement affecté	21	74 390	74 390	
Réserves financières et fonds réservés	22	13 360	(19 042)	(4 174)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	63 190	(14 503)	112 592
	26	(246 610)	564 364	774 040
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		(68 402)	252 196

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	376 123	1 574 860
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
<b>Acquisition d'immobilisations corporelles</b>			
Administration générale	2 (	3 150)(	3 911)
Sécurité publique	3 (	)	)
Transport	4 (	191 019)(	1 764 153)
Hygiène du milieu	5 (	146 574)(	324 778)
Santé et bien-être	6 (	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)
Loisirs et culture	8 (	155 504)(	962 504)
Réseau d'électricité	9 (	)	)
<b>Acquisition d'actifs incorporels achetés</b>	10 (	)	)
	11 (	496 247)(	3 055 346)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	)	)
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		893 000
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	102 671	46 634
<b>Excédent accumulé</b>			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	65 729	620 417
Excédent de fonctionnement affecté	17		45 740
Réserves financières et fonds réservés	18	118 421	47 769
	19	286 821	760 560
	20	(209 426)	(1 401 786)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	166 697	173 074

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	599 907	624 666	636 931
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	119 140	121 386	137 199
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7		157 608	74 420
Autres biens et services	8	1 450 040	1 402 018	1 501 813
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	311 131	275 105	153 387
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		147 463	145 402
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
<b>Contributions</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	242 521	243 915	225 750
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19		852 615	764 846
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
•	21.1			
	22	2 722 739	3 824 776	3 639 748

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	779 200	857 920
Excédent de fonctionnement affecté	2	173 182	259 270
Réserves financières et fonds réservés	3	546 855	459 659
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	)
Financement des investissements en cours	5	91 395	154 986
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	18 216 256	18 331 696
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	19 806 888	20 063 531
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	779 200	857 920
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	779 200	857 920
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Égoût	12.1	77 963	77 963
▪ Aqueduc	12.2	10 800	27 053
▪ Bibliothèque	12.3	174	174
▪ Incendie	12.4	675	675
▪ Règlement d'emprunt 2009-343	12.5	673	673
▪ Incendie	12.6	78 342	78 342
▪ Équilibre budgétaire	12.7		74 390
▪ Loisirs	12.8	4 555	
	13	173 182	259 270
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	14.1		
	15		
	16	173 182	259 270

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
<b>Fonds réservés</b>		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	359 617
Organismes contrôlés et partenariats	22	452 231
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	173 576
Organismes contrôlés et partenariats	26	3 254
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	13 662
Autres		
▪	30.1	
	31	546 855
	32	459 659
	546 855	459 659

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(
Autres	44.1 (	)(
▪	45 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(
Autres	50.1 (	)(
▪	51 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(
Autres	56.1 (	)(
▪	57 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65 114 331	233 990
Investissements à financer	66 ( 22 936)(	79 004)
	67 91 395	154 986
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 24 968 845	25 329 672
Propriétés destinées à la revente	69 3 372	11 837
Prêts	70 62 300	67 864
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	-
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	-
	73 25 034 517	25 409 373
Ajustements aux éléments d'actif	74	-
	75 25 034 517	25 409 373
<b>Éléments de passif correspondant</b>		
Dette à long terme	76 ( 12 194 277)(	12 976 403)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 ( 16 037)(	30 220)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 5 392 053	5 928 946
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	-
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	-
	81 ( 6 818 261)(	7 077 677)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ( )	)
	83 ( 6 818 261)(	7 077 677)
	84 18 216 256	18 331 696

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

**Régime de retraite simplifié**

	<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (	)(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 (	)(
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2023	2022
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice</b>		
avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023		2022
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	(	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	(	)(
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	(	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	(	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
<b>Description des régimes et autres renseignements</b>			
Régime de retraite simplifié			
		<b>2023</b>	<b>2022</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	33 825	33 077
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	33 825	33 077

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2023</b>	<b>2022</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

**Description du régime**

Le Régime de Retraite des Élus Municipaux (RREM) et le Régime de Prestations Supplémentaires des Élus Municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date. Ce sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3)*.

Dans le cas du RREM, les élues participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par versement de cotisations dans le cas des élues et de contributions dans le cas des municipalités.

Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées.

Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	118	2 718	2 543
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119	9 161	8 570
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	9 161	8 570
<b>Note</b>			

---

## **Renseignements financiers non audités**

**ANALYSE DES REVENUS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 964 463	1 989 182	1 925 936
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 964 463	1 989 182	1 925 936
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	44 310	49 564	48 545
Égout	13	19 338	21 200	20 394
Traitement des eaux usées	14		4 011	1 058
Matières résiduelles	15	196 749	200 128	194 431
Autres				
▪ bac organique	16.1		1 831	2 505
▪ éco prêt	16.2	8 565	3 065	2 205
Centres d'urgence 9-1-1	17		10 319	10 689
Service de la dette	18	243 096	175 367	174 487
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	512 058	465 485	454 314
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	512 058	465 485	454 314
	27	2 476 521	2 454 667	2 380 250

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	16 000	20 318	21 162
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	8 000	9 515	9 927
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	24 000	29 833	31 089
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	24 000	29 833	31 089

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	47		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	48		
Sécurité incendie	49		1 538
Sécurité civile	50		
Autres	51		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	92 555	86 893
Enlèvement de la neige	53		124 261
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63		
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65	75 384	74 535
<b>Matières résiduelles</b>			
Déchets domestiques et assimilés	66	29 994	24 286
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	81	15 800	20 693	16 359
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	3 000		800
Autres	83			
<b>Réseau d'électricité</b>	84			
	85	186 739	212 115	245 987

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	86		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	165 415	1 171 955
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	120	197 564	385 668
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
<b>Réseau d'électricité</b>	123		
	124	362 979	1 557 623

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129		48 043	47 448
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	32 651	32 651	25 897
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134		15 946	
	135	32 651	96 640	73 345
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	136	<b>219 390</b>	<b>671 734</b>	<b>1 876 955</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	137		
Évaluation	138		
Autres	139		
	140		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	141		
Sécurité incendie	142		2 976
Sécurité civile	143		
Autres	144		
	145		2 976
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	146	5 916	8 631
Enlèvement de la neige	147		3 746
Autres	148		
Transport collectif	149		
Autres	150		
	151	5 916	8 631
			3 746
<b>Hygiène du milieu</b>			
<b>Eau et égout</b>			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		
Réseau de distribution de l'eau potable	153		
Traitement des eaux usées	154		
Réseaux d'égout	155		
<b>Matières résiduelles</b>			
Déchets domestiques et assimilés	156		
<b>Matières recyclables</b>			
Collecte sélective			
Collecte et transport	157		
Tri et conditionnement	158		
Autres	159		
Autres	160		
Cours d'eau	161		
Protection de l'environnement	162		
Autres	163		
	164		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
<b>Réseau d'électricité</b>	177			
	178	5 916	8 631	6 722

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	16 180	16 520	16 276
	182	16 180	16 520	16 276
<b>Sécurité publique</b>				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
<b>Transport</b>				
<b>Réseau routier</b>				
Voirie municipale	188		1 955	16 950
Enlèvement de la neige	189	10 000	12 221	9 974
Autres	190			
<b>Transport collectif</b>				
<b>Transport en commun</b>				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	10 000	14 176	26 924
<b>Hygiène du milieu</b>				
<b>Eau et égout</b>				
<b>Approvisionnement et traitement de l'eau potable</b>				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			10 016
Réseaux d'égout	199			
	200			
<b>Matières résiduelles</b>				
Déchets domestiques et assimilés	201		1 725	925
Matières recyclables	202			
Autres	203		1 269	1 105
Cours d'eau	204		23 325	
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207		26 319	12 046

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2023</b>	<b>Réalisations 2023</b>	<b>Réalisations 2022</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	217	72 582	93 255	79 032
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	72 582	93 255	79 032
<b>Réseau d'électricité</b>				
	221			
	222	98 762	150 270	134 278
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	223	<b>104 678</b>	<b>158 901</b>	<b>141 000</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	224	5 960	6 285	5 345
Droits de mutation immobilière	225	105 000	139 236	124 559
Droits sur les carrières et sablières	226			13 061
Autres	227			
	228	110 960	145 521	142 965
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	229	3 000	5 651	10 455
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	230			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	231	27 300	78 873	38 448
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		(2 002)	34 563
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		13 144	17 237
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	3 500	11 811	19 802
	242	3 500	22 953	71 602
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	243			

**ANALYSE DES CHARGES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
1	107 919	118 017		118 017	114 380
2					
3	486 348	515 763	3 622	519 385	472 528
4	39 548	40 942		40 942	39 484
5	1 800	3 090		3 090	1 743
6.1	71 734	64 070	50 523	114 593	70 573
7	707 349	741 882	54 145	796 027	698 708
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
8	240 970	240 970		240 970	225 206
9	154 049	166 318		166 318	212 654
10	3 855	8 533	2 066	10 599	4 367
11	13 260	23 372		23 372	25 469
12	412 134	439 193	2 066	441 259	467 696
<b>TRANSPORT</b>					
13	374 966	356 541	542 485	899 026	862 960
14	132 427	174 089		174 089	162 920
15	6 700	6 262	7 901	14 163	11 557
16	18 793	22 856		22 856	16 021
17					
18					
19					
20					21 703
21	532 886	559 748	550 386	1 110 134	1 075 161

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		172	53 275	53 447	17 174
Réseau de distribution de l'eau potable	22	54 474	67 843	67 843	96 224
Traitement des eaux usées	23	54 847	62 384	139 219	63 476
Réseaux d'égout	24			72 213	146 738
Matières résiduelles	25				
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	73 274	93 483	93 483	83 372
Élimination	27				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28	47 487	47 596	47 596	47 309
Tri et conditionnement	29				
Matières organiques					
Collecte et transport	30	57 091	49 129	49 129	47 279
Traitement	31				739
Matériaux secs	32	24 000	27 409	27 409	27 964
Autres	33				
Plan de gestion	34	7 656	8 590	8 590	10 455
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37		23 325	23 325	17 795
Autres	38				
	39	318 829	379 931	202 323	582 254
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					558 525
Logement social	40				
Sécurité du revenu	41				
Autres	42				
	43				

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
44	Aménagement, urbanisme et zonage	71 453	69 594		69 594	64 702
45	Rénovation urbaine		2 075		2 075	4 200
46	Biens patrimoniaux					
	Autres biens					
47	Promotion et développement économique					
48	Industries et commerces					
49	Tourisme	21 500	7 713		7 713	27 124
50	Autres	10 000	17 248		17 248	48 409
51	Autres	102 953	96 630		96 630	144 435
	<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
	Activités récréatives					
52	Centres communautaires	65 265	36 534		36 534	86 994
53	Patinoires intérieures et extérieures					3 095
54	Piscines, plages et ports de plaisance					
55	Parcs et terrains de jeux	122 995	124 914	43 695	168 609	138 985
56	Parcs régionaux					
57	Expositions et foires					
58	Autres	40 000	31 520		31 520	40 409
59		228 260	192 968	43 695	236 663	269 483
	Activités culturelles					
60	Centres communautaires	19 304	31 118		31 118	20 068
61	Bibliothèques	88 793	95 785		95 785	93 854
	Patrimoine					
62	Musées et centres d'exposition					
63	Autres ressources du patrimoine	1 100	12 338		12 338	13 029
64	Autres	109 197	139 241		139 241	126 951
65		337 457	332 209	43 695	375 904	396 434
66						

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	67				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	68	311 131	422 568	422 568	298 789
Autres frais	69				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	70				
Autres	71				
	72	311 131	422 568	422 568	298 789
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	73				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	74		852 615 (	852 615)	



# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2023**

---

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

## **Autres renseignements**

Questionnaire	12
---------------	----

---

**Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>Infrastructures</b>			
Conduites d'eau potable	1	16 253	195 246
Usines de traitement de l'eau potable	2		7 558
Usines et bassins d'épuration	3	77 354	
Conduites d'égout	4	3 906	92 282
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	65 997	1 635 645
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		41 407
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		49 715
Autres infrastructures	11		2 677
Réseau d'électricité	12		
<b>Bâtiments</b>			
Édifices administratifs	13	96 378	54 072
Édifices communautaires et récréatifs	14	65 101	855 418
Améliorations locatives	15		
<b>Véhicules</b>			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	37 533	47 769
Ameublement et équipement de bureau	18		17 198
Machinerie, outillage et équipement divers	19	133 725	56 359
Terrains	20		
Autres	21		
	22	496 247	3 055 346

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>Infrastructures autres que pour nouveau développement</b>			
Conduites d'eau potable	1	16 253	195 246
Usines de traitement de l'eau potable	2		7 558
Usines et bassins d'épuration	3	77 354	
Conduites d'égout	4	3 906	92 282
Autres infrastructures	5	65 997	1 729 444
<b>Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)</b>			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	11	332 737	1 030 816
	12	496 247	3 055 346

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 905 149	265 035	416 935	3 753 249
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 172 528	1 485 591	1 593 107	3 065 012
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 077 677	1 750 626	2 010 042	6 818 261
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 922 173		557 867	5 364 306
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 922 173		557 867	5 364 306
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	6 773	20 974		27 747
	15	5 928 946	20 974	557 867	5 392 053
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 928 946	20 974	557 867	5 392 053
	19	13 006 623	1 771 600	2 567 909	12 210 314
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	13 006 623	1 771 600	2 567 909	12 210 314

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
AU 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	12 210 314
--------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	22 936
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	5 364 306
-----------	---	-----------

Autres montants	9	27 747
-----------------	---	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	6 841 197
---	----	-----------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
	13	

Endettement net à long terme	14	6 841 197
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	15	483 844
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	7 325 041
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 325 041
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

*Non audité*

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
<b>Administration générale</b>				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2	39 548	40 942	39 483
Autres	3	196 633	202 973	182 347
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	395		383
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	5 945		3 537
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>	24			
	25	242 521	243 915	225 750

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

*Non audité*

		2023	2022
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	496 247	3 055 346
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	496 247	3 055 346

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	32,50	4 132,00	180 274	48 644	228 918
Professionnels	2						
Cols blancs	3	20,00	32,50	9 348,00	222 588	26 038	248 626
Cols bleus	4	5,00	40,00	5 418,00	144 284	33 040	177 324
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,00		18 898,00	547 146	107 722	654 868
Élus	9	7,00			77 520	13 664	91 184
	10	36,00			624 666	121 386	746 052

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
1					
Transport en commun					
Eau et égout					
2					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
3					
Réseau de distribution de l'eau potable					
4					
Traitement des eaux usées					
5	74 534				74 534
Réseaux d'égout	231 790	303 003	62 407		597 200
6	306 324	303 003	62 407		671 734
7					
Autres					

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	14 961	22 253
	4	14 961	22 253
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6	574	760
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	574	760
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	131 699	137 336
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	89 465	
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	221 164	137 336
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	4 781	5 313
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	153 157	129 546
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	157 938	134 859
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	27 931	3 581
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	27 931	3 581
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	422 568	298 789

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Ghislaine Pomerleau	1.1 Maire	17 227	8 613	27 842	9 584
Claude Bélisle	1.2 Conseiller	5 742	2 871		
Jean Bourgeois	1.3 Conseiller	5 742	2 871		
Pierre-Luc Payette	1.4 Conseiller	5 742	2 871		
Sophie Desrosiers	1.5 Conseiller	5 742	2 871		
Sylvain Loyer	1.6 Conseiller	5 742	2 871		
Serge Rivest	1.7 Conseiller	5 742	2 871		

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**Non audité**

OUI      NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1      500 000 \$

**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2           

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3      14 667 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4           

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 9 : Autres charges 11      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer 17      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 24 : Libres 20      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21      \_\_\_\_\_ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22      \_\_\_\_\_ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23      \_\_\_\_\_ \$

Constatés au cours de l'exercice 24      \_\_\_\_\_ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25      \_\_\_\_\_ \$

**Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement**

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 27 13 144 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023
- 29 \_\_\_\_\_ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 31 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 33 \_\_\_\_\_ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?
- 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?
- 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 37 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023
- 39 \_\_\_\_\_ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes
- 41 \_\_\_\_\_ \$
- b) autres formes d'aide
- 42 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

## 9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43  \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 45 223 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

## a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 30 353 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 24 978 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 8 400 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 41 902 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

Systèmes de drainage

51 \$

Abords de routes

52 9 554 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 84 834 \$

## b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54  \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55  \$

## c) Total des frais encourus admissibles

56 115 187 \$

## d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 2024-061

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-04-08

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-246
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-12
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 \_\_\_\_\_
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 \_\_\_\_\_
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 \_\_\_\_\_
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 \_\_\_\_\_
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 \_\_\_\_\_
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 \_\_\_\_\_
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 243
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 149
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 1
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

**La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement**

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

**La question 14 s'applique aux MRC seulement**

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».		
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.</b>		
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.</b>		
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9 <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.</b>		



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-13

Nom du signataire : Benoît Grimard

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : \_\_\_\_\_

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-21 14:49



# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	2 969 349	3 192 010	3 117 904
Investissement	2		376 123	1 574 860
	3	2 969 349	3 568 133	4 692 764
<b>Charges</b>	4	2 722 739	3 824 776	3 639 748
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	246 610	(256 643)	1 053 016
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 376 123)	( 1 574 860)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	246 610	(632 766)	(521 844)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		852 615	764 846
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	309 800)	( 292 236)	( 278 186)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	24 560)	( 102 671)	( 46 634)
Excédent (déficit) accumulé	12	87 750	88 168	159 226
Autres éléments de conciliation	13		18 488	174 788
	14	(246 610)	564 364	774 040
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		(68 402)	252 196

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	694 106	1 278 041
Débiteurs	2	8 033 228	8 225 055
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	62 300	67 864
	5	<b>8 789 634</b>	<b>9 570 960</b>
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	12 194 277	12 976 403
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	1 760 686	1 872 535
	10	<b>13 954 963</b>	<b>14 848 938</b>
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	<b>(5 165 329)</b>	<b>(5 277 978)</b>
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations corporelles	12	24 968 845	25 329 672
Autres	13	3 372	11 837
	14	<b>24 972 217</b>	<b>25 341 509</b>
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	<b>19 806 888</b>	<b>20 063 531</b>

*Extrait du rapport financier, page S8*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	779 200	857 920
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Égoût	2.1	77 963	77 963
▪ Aqueduc	2.2	10 800	27 053
▪ Bibliothèque	2.3	174	174
▪ Incendie	2.4	675	675
▪ Règlement d'emprunt 2009-343	2.5	673	673
▪ Incendie	2.6	78 342	78 342
▪ Équilibre budgétaire	2.7		74 390
▪ Loisirs	2.8	4 555	
	3	173 182	259 270
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	359 617	452 231
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	173 576	3 254
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	13 662	4 174
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	( )	( )
Financement des investissements en cours	12	91 395	154 986
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	18 216 256	18 331 696
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	19 806 888	20 063 531

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	6 841 197
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	7 325 041

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
<b>Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal</b>			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 065 012	3 172 528
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	3 753 249	3 905 149
<b>Dettes à long terme à la charge des tiers</b>			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 364 306	5 922 173
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	27 747	6 773
<b>Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement</b>			
	10		
	11	12 210 314	13 006 623

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	12	2 476 521	2 454 667	2 380 250
Compensations tenant lieu de taxes	13	24 000	29 833	31 089
Quotes-parts	14			
Transferts	15	219 390	308 755	319 332
Services rendus	16	104 678	158 901	141 000
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	113 960	151 172	153 420
Autres	18	30 800	88 682	92 813
	19	2 969 349	3 192 010	3 117 904
<b>Investissement</b>				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		362 979	1 557 623
Autres	23		13 144	17 237
	24		376 123	1 574 860
	25	2 969 349	3 568 133	4 692 764

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	707 349	741 882	54 145	796 027	698 708
Sécurité publique						
Police	2	240 970	240 970		240 970	225 206
Sécurité incendie	3	154 049	166 318		166 318	212 654
Autres	4	17 115	31 905	2 066	33 971	29 836
Transport						
Réseau routier	5	532 886	559 748	550 386	1 110 134	1 053 458
Transport collectif	6					
Autres	7					21 703
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	109 321	130 399	202 323	332 722	323 612
Matières résiduelles	9	209 508	226 207		226 207	217 118
Autres	10		23 325		23 325	17 795
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	71 453	69 594		69 594	64 702
Promotion et développement économique	13	21 500	7 713		7 713	27 124
Autres	14	10 000	19 323		19 323	52 609
Loisirs et culture	15	337 457	332 209	43 695	375 904	396 434
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	311 131	422 568		422 568	298 789
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	2 722 739	2 972 161	852 615	3 824 776	3 639 748
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		852 615 (	852 615)		
	21	2 722 739	3 824 776		3 824 776	3 639 748

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	376 123	1 574 860
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	496 247)(	3 055 346)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		893 000
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	5	102 671	46 634
Excédent accumulé	6	184 150	713 926
	7	(209 426)	(1 401 786)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	166 697	173 074

*Extrait du rapport financier, page S14*



# Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2024

Municipalité de Saint-Liguori | 63065 |

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

## Taxes générales

Taxe foncière générale	1	2 169 319
------------------------	---	-----------

## Taxes spéciales

Service de la dette

2

Activités de fonctionnement

3

Activités d'investissement

4

Réserve financière pour le service de l'eau

5

Réserve financière pour le service de la voirie

6

## Taxes de secteur

## Taxes spéciales

Service de la dette

7

205 368

Activités de fonctionnement

8

Activités d'investissement

9

## Autres

10

2 374 687

**SUR UNE AUTRE BASE**

## Taxes, compensations et tarification

## Services municipaux

Eau

12

49 460

Égout

13

68 476

Traitement des eaux usées

14

Matières résiduelles

15

221 400

Autres

16.1

Centres d'urgence 9-1-1

17

11 000

Service de la dette

18

Pouvoir général de taxation

19

Activités de fonctionnement

20

Activités d'investissement

21

350 336

## Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

23

Autres

24

25

350 336

26

2 725 023

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	110 289
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	13 250
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	9 387
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	132 926

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	132 926

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
1		x	/100 \$				
2	347 405 299	x	0,4102/100 \$				1 424 893
3	3 819 300	x	0,4102/100 \$				15 667
4	25 402 047	x	0,5423/100 \$				137 755
5		x	/100 \$				
<b>Terrains vagues desservis</b>							
6		x	/100 \$				
7		x	/100 \$				
8	362 600	x	0,4102/100 \$				1 487
9	143 714 459	x	0,4102/100 \$				589 517
10			2 169 319	(	)		2 169 319
<b>Taxes spéciales</b>							
11		x	/100 \$				
<b>Service de la dette (taux unique)</b>							
<b>Service de la dette (taux variés)</b>							
12		x	/100 \$				
13		x	/100 \$				
14		x	/100 \$				
15		x	/100 \$				
<b>Terrains vagues desservis</b>							
16		x	/100 \$				
17		x	/100 \$				
18		x	/100 \$				
19		x	/100 \$				
20				(	)		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux unique)							
Activités de fonctionnement (taux variés)							
22	x	/100 \$					
23	x	/100 \$					
24	x	/100 \$					
25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis							
26	x	/100 \$					
27	x	/100 \$					
28	x	/100 \$					
29	x	/100 \$					
30							
<b>Taxes spéciales</b>							
31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux unique)							
Activités d'investissement (taux variés)							
32	x	/100 \$					
33	x	/100 \$					
34	x	/100 \$					
35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis							
36	x	/100 \$					
37	x	/100 \$					
38	x	/100 \$					
39	x	/100 \$					
40							
<b>Valeur locative imposable</b>							
41	x	%					
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>							

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX DES TAXES**  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité*

<b>Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)</b>	<b>Par unité de logement</b>
Eau	1 <u>130,00 \$</u>
Égout	2 <u>348,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>225,00 \$</u>

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Aqueduc Domaine Gagnon	6.1 390,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc Domaine Grenier et à partir 560	6.2 552,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Prol aqueduc rg Rivière Nord	6.3 416,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Prol aqueduc rg Rivière Nord à 560	6.4 746,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Programme Écoprêt	6.5 85,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Rue Prospérité	6.6 1 968,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Domaine Pauzé phase II	6.7 623,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Égout sanitaire	6.8 643,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Construction rue Denis	6.9 501,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Construction rue Mini	6.10 589,0000	4 - tarif fixe (compensation)	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	135 755				15 667	589 517
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 835					
<b>Taxes d'affaires</b>							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	137 590				15 667	589 517

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Immeubles			Résiduelle		Total
	forestiers	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>						
Générales	1 487	1 426 893				2 169 319
De secteur		205 368				205 368
Autres						
<b>Taxes sur une autre base</b>						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette						
Autres		337 501				339 336
<b>Taxes d'affaires</b>						
Sur la valeur locative						
Autres						
	1 487	1 969 762				2 714 023

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, les mesures fiscales suivantes?		
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	3 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	8 _____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	9 _____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	10 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024 :		
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	11 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	12 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2024 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	490 930 \$
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	15 _____	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	16 _____	2024-01-08

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	17	<u>2 946 383 \$</u>
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	18	<u>314 512 \$</u>
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	19	<u>351 157 \$</u>
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	20	<u>\$</u>



### ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je certifie la validité des informations du présent formulaire des Données prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci.

Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère des données prévisionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère.

Nom du signataire : Benoit Grimard

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2024-05-21

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-21 14:41

